

Des scientifiques de l'Atécopol demandent l'interdiction de la compensation « écologique ».

Telle une baguette magique, la « compensation » est censée effacer les dégâts que nos sociétés infligent à la biosphère. Son utilisation se généralise à tous les secteurs d'activité et pour tous les types de dégradation. Ainsi il est maintenant possible d'acheter un ordinateur, de faire le plein d'essence ou d'acheter une bouteille de gaz sans se soucier des émissions de gaz à effet de serre associées: quelqu'un se chargera de planter des arbres pour absorber autant de carbone que ce qui est émis. Si une entreprise produit du plastique, il est possible depuis peu d'acheter des « crédits plastiques ». L'industrie minière peut également continuer à priver les populations locales d'eau et à contaminer leurs terres à l'arsenic, puisqu'elle « compense » ces dommages en payant leurs études à des étudiants vivant dans les zones touchées.

Dans un long article argumenté et sourcé, publié sur leur [site web](#), des scientifiques de l'Atécopol réclament officiellement l'interdiction de la compensation. Ils considèrent que les différentes pratiques de compensation sont du *greenwashing*, qu'elles ne résolvent aucun des problèmes écologiques qu'elles prétendent traiter, et sont symptomatiques de la dérive néolibérale de nos sociétés. Le principe même de compensation est selon eux fallacieux, niant la nature de la biosphère, sa complexité, et son état fortement dégradé. Ils argumentent finalement que cette décision permettrait de reprendre la main sur les politiques écologiques.

L'Atelier d'écologie politique (Atécopol) est un collectif de 160 scientifiques toulousains de toutes les disciplines, travaillant ou réfléchissant aux multiples aspects liés aux bouleversements écologiques.

Lien : Article publié sur le [site web](#) de l'Atécopol.

Contact : Frédéric Boone, frederic.boone@irap.omp.eu